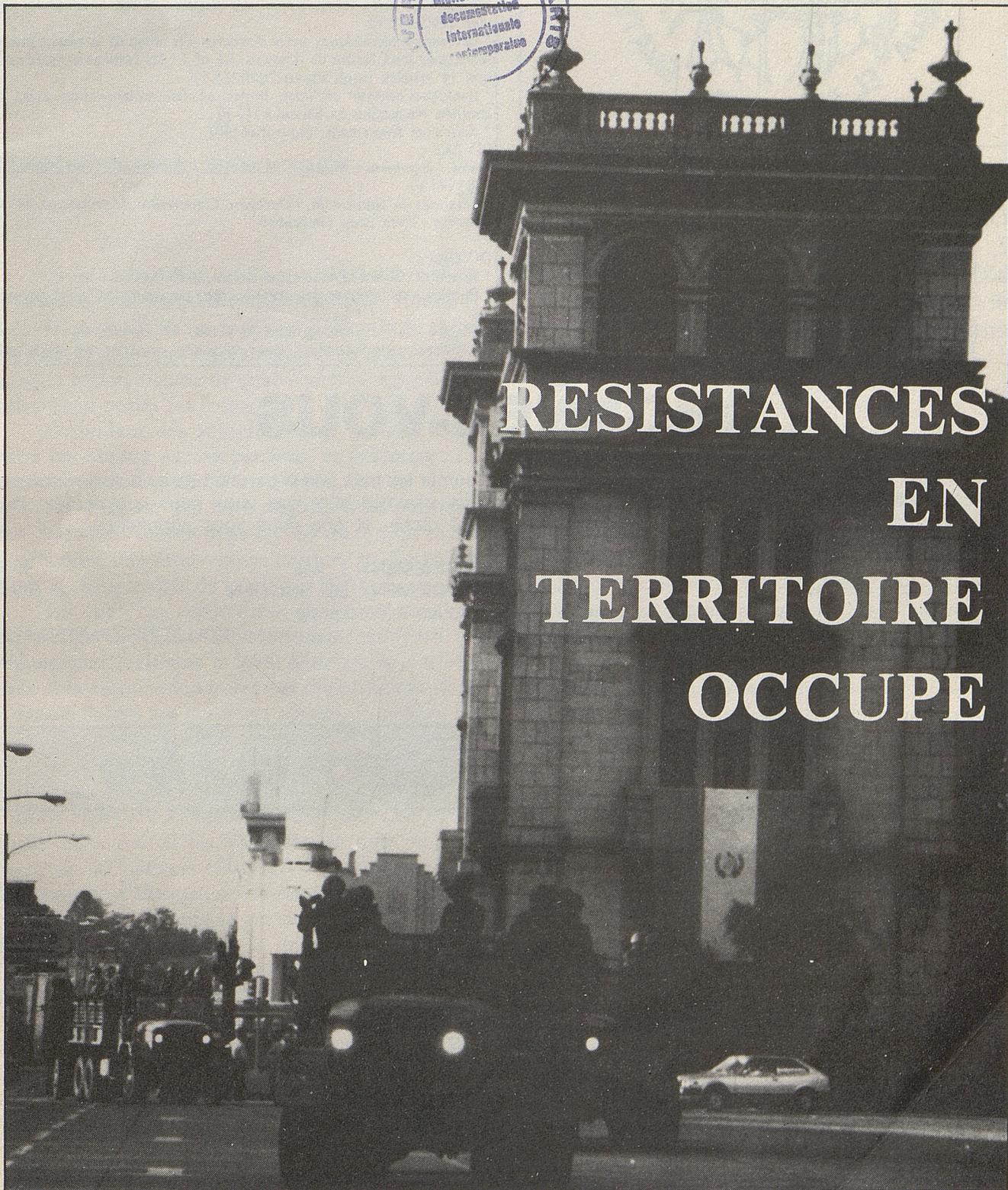


solidarité guatemala

7 F

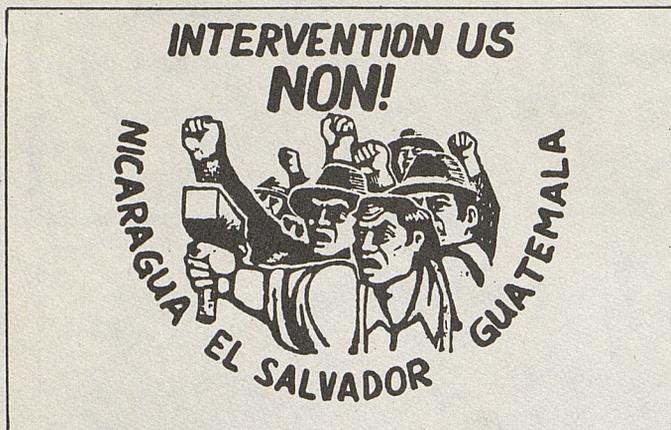
n° 27. novembre-décembre 1984.



RESISTANCES EN TERRITOIRE OCCUPE

40 P. 12325

Le COLLECTIF GUATEMALA est une association dont le but est de promouvoir la solidarité, non pas avec une ou plusieurs organisations guatémaltèques, mais avec TOUS ceux qui luttent pour le renversement de la dictature, et pour l'instauration d'un gouvernement REVOLUTIONNAIRE, POPULAIRE et DEMOCRATIQUE.



COLLECTIF GUATEMALA

67, rue du Théâtre

75015 PARIS

Tél: 579 67 57

Permanence le jeudi de 18 h 00 à 22 h 00.

FILMS:

* *Images d'une dictature*. P. Mercadini, 1980, couleur, 32 mn (loc. 250 F)

* *La Guerre des Mayas*. J.-M. Simonet, 1983, couleur, 52 mn (loc. 450 F)

PUBLICATIONS DU COLLECTIF GUATEMALA :

* *Vingt ans de lutte* (histoire récente du Guatemala, la politique de « disparitions », le rôle des Indiens dans la lutte, interviews des commandants de l'EGP, des FAR, de l'ORPA et du PGT-ND.) (12 F).

* *Verdict du Tribunal permanent des peuples*, session Guatemala, janvier 1983 (10 F).

* *Cahiers guatémaltèques*, série d'articles d'analyse de la réalité guatémaltèque, sous forme de dossiers. Le n° 1 : les Indiens et la révolution (4 articles jusqu'à aujourd'hui) (15 F).

* *Amérique centrale en lutte*, bimestriel (en collaboration avec les comités Nicaragua et Salvador) (6 F).

* *Solidarité Guatemala*, bimestriel (6F).

LIVRES :

* *Moi, Rigoberta Menchu*, E. Burgos, Gallimard, coll. Témoins, 1983 (95 F).

* *Légendes du Guatemala, l'Ouragan, Claireveillée de printemps*, M. A. Asturias. Tous chez Gallimard.

DIVERS :

* *Brochure URNG*. Recueil des textes 1983 (10 F).

* Publications diverses des organisations populaires et révolutionnaires.

* Disque *Maíz y fusil*, groupe Kin-lalat, 33 tours (55 F).

* Affiches, cartes postales, cartes dessinées, cassettes, tee-shirts, etc.

ABONNEZ-VOUS

Au moment où l'histoire du Guatemala est dans une période cruciale, la lutte de ce peuple a besoin, plus que jamais, de notre soutien et de notre solidarité. Ce bulletin *Solidarité Guatemala* vous permettra, nous l'espérons, de suivre le déroulement des luttes populaires dans ce pays.

C'est pourquoi nous avons adopté la formule de l'abonnement, cela étant le seul moyen de pouvoir

assumer les frais que la parution de ce bulletin implique. Nous sommes sûrs que vous nous soutiendrez dans cette tâche, et que vous vous abonnerez.

ABONNEMENT 1 AN 42 F

ABONNEMENT DE SOUTIEN 100 F

Chèques à l'ordre de :

COLLECTIF GUATEMALA.

Sommaire

Editorial.....	p. 3
La fleur au fusil?	p. 4
La disparition: une torture qui n'épargne personne	p. 5
Nouvelles des fronts	p. 6

● Dossier : La théologie de la libération au Guatemala	p. 7
---	------

Réfugiés	p. 14
Solidarité	pp. 15-16



LES LIMITES DE LA DÉMOCRATIE

Le président Ronald Reagan vient d'être réélu à la présidence des États-Unis d'Amérique. Aussitôt, l'Amérique centrale est touchée par l'onde de choc. De fait, la politique nord-américaine d'intervention dans la région dispose de quatre années supplémentaires pour porter ses fruits.

Cependant dès aujourd'hui un premier résultat a été obtenu par ses partisans et défenseurs : il se nomme démocratie.

En effet un des faits majeurs de la politique des États-Unis menée depuis 1980 est d'avoir réussi à présenter une intervention militaire en Amérique Centrale sous le sigle de la démocratie.

En tout cas cette thèse quasi-unanimement reprise par la presse internationale, conférait au régime guatémaltèque le label démocratique nécessaire à la rupture de l'isolement diplomatique dont il faisait l'objet ces dernières années. A ce sujet les résultats obtenus ne sont pas minces :

— rétablissement des relations diplomatiques avec l'Espagne de Felipe Gonzalez (Parti socialiste ouvrier espagnol, membre de l'internationale socialiste). Elles avaient été interrompues suite au massacre du 31 janvier 1980 qui s'est déroulé dans l'ambassade d'Espagne de Guatemala-ciudad.

— Le gouvernement guatémaltèque signe l'acte de Contadora prônant la démilitarisation de la région alors qu'au Guatemala même, son contraire, la militarisation est menée tambour battant.

Enfin, le Guatemala siège depuis le mois de Septembre à la vice-présidence de l'ONU. Cette position lui permet de profiter d'une tribune internationale pour réfuter toutes violations des droits de l'homme.

En clair, le fait d'avoir réalisé une consultation électorale sans garantie, sans aucuns enjeux,

dans un pays en guerre mais avec le soutien des États-Unis légitime une politique terroriste de militarisation forcée de la société notamment dans ses composantes indienne et populaire. CONCRÈTEMENT pour les guatémaltèques cela signifie la poursuite des massacres, des tortures, des disparitions, bref de leur lutte pour la survie.

Et pourtant en cette fin d'année 1984 la dictature se présente devant la communauté des nations comme un gouvernement quelconque. La sacro-sainte démocratie rencontre ici, à notre avis, une limite incontournable : La démocratie ne peut en aucun cas être compatible avec une répression de masse.

Ainsi la campagne de désinformation, bâtie exclusivement sur la promesse des militaires, joue le rôle d'un écran de fumée de plus en plus opaque qui rend à la fois plus difficile et plus urgent la solidarité avec la lutte du peuple guatémaltèque. Car ne nous y trompons pas, élections ou pas, l'armée poursuit cyniquement son œuvre destructrice, d'anihilation d'un peuple socialement et culturellement. De ce point de vue, la création de camps de travail à une grande échelle (800.000 personnes) sur un total de 6 à 7 millions) est l'élément le plus significatif. Cette technique d'encerclement au quotidien par l'armée d'une importante portion de la population indienne constitue sans aucun doute une innovation dans la répression des populations rurales en Amérique Latine. Le laboratoire guatémaltèque des techniques modernes de répression a ainsi créé «les pôles de développement» après avoir implanté «la disparition» il y a 20 ans déjà. Le dénoncer : voici aujourd'hui la première pierre à poser pour la construction d'un nouveau Guatemala.

CONSTERNANT
Nous apprenons au moment
de boucler ce bulletin l'assassinat
du député Santo-Hernandez et de
ses deux gardes du corps le 26 octo-
bre à Guatemala-Ciudad.

LA FLEUR AU FUSIL ?

L'Assemblée nationale constituante a été inaugurée le 1er août. Dès la cérémonie d'ouverture, chacun aura tenu à faire part de ses intentions ou à réaffirmer ses objectifs. Ainsi, tandis que le président de l'Assemblée déclarait que cette dernière travaillerait à l'établissement d'une démocratie modérée et fonctionnelle, pour l'application de la loi et le respect des droits de l'homme, Mejia Victores, lui, rappelait que son rôle se limitait à élaborer une nouvelle Constitution, et à prendre les mesures permettant la convocation d'élections pour le président, le vice-président, les députés et les maires. De leur côté, les députés promettaient à l'unanimité de lutter contre la corruption et les disparitions.

Pourtant, au-delà des déclarations de principe, la question reste posée : quel est réellement le rôle de cette assemblée ? Ou plutôt : en quoi consiste le processus dit de «démocratisation» engagé par la dictature ?

Au vu des premiers mois d'existence de l'Assemblée, les résultats sont des plus ridicules. Le mois d'août aura été quasi uniquement consacré aux aspects administratif et financier de l'Assemblée elle-même. Le mois suivant, durant lequel les députés étaient censés entamer l'élaboration de la nouvelle Constitution, sera du même acabit.

Citons deux exemples :

Tout d'abord, les députés débattent longuement de savoir si oui ou non le représentant du Quiché, Santos Hernandez (FUN) (1), remplit les conditions requises pour être député. Après délibération, l'Assemblée déclarera que ce dernier sait lire et écrire, même si c'est avec difficulté... et qu'il reste donc mandaté.

Une déclaration intempestive du secrétaire général du FUN — révélant que lors d'une conversation avec le chef de l'État, celui-ci lui aurait confié qu'étant donné la lenteur de travail de l'Assemblée, les élections présidentielles n'auraient lieu qu'en 1986 — permet aux députés de s'égarer une nouvelle fois dans de multiples spéculations et polémiques hasardeuses.

Ainsi, l'honorable institution fonctionne-t-elle à l'image de ses acteurs ; Assemblée sans pouvoir gouvernemental, constituée de partis n'ayant nullement l'intention d'engager les

changements structurels qui s'imposent aujourd'hui au Guatemala, pays en crise, pays en guerre.

Les élections, par lesquelles est née cette Assemblée, le rôle restrictif qui lui est dévolu par les militaires (le chef de l'État conserve les pouvoirs législatif et exécutif), les multiples déclarations de non remise en question du régime dictatorial par des partis ayant accepté les règles du jeu macabre qui leur sont imposées, suffisent à démontrer que l'hégémonie de l'armée reste entière.

De plus, le processus de «démocratisation» permet, d'une part, de légitimer la politique contre-insurrectionnelle et donc de génocide orchestré par le gouvernement et, d'autre part, d'envisager une reprise conséquente de l'aide économique et militai-

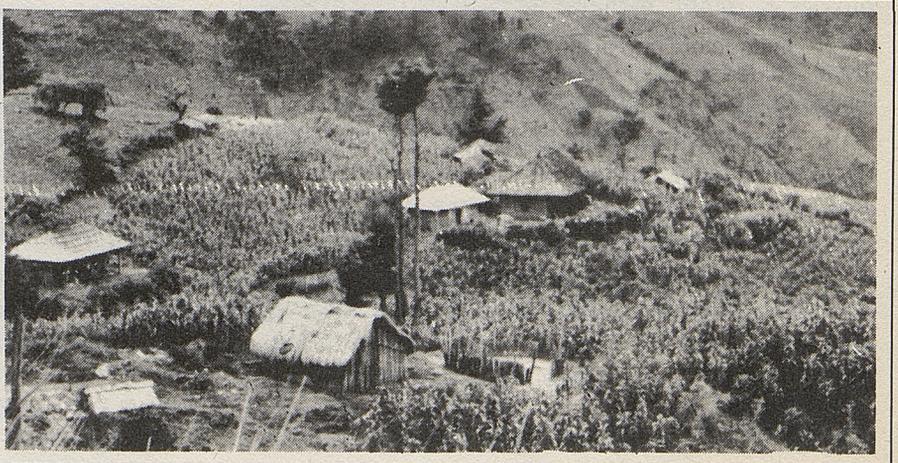
re de Washington (prévisions pour 1985 : 96,4 millions de dollars d'aide économique ; 81 de garanties de crédits ; et 10,3 d'aide militaire).

Ainsi le processus électoral et le projet d'un gouvernement «civil» apparaissent-ils comme partie intégrante de la politique contre-insurrectionnelle développée par le régime. En témoigne encore l'absence de décisions qui permettraient peut-être un semblant de «démocratie» telles que l'abolition de certains décrets ou le retour des militaires dans les casernes.

Avec pour toile de fond un processus de «démocratisation» accompagné quasi quotidiennement de déclarations de l'armée sur la pacification définitive du pays, on assiste à un renforcement du contrôle de l'appareil d'État et de la population par l'armée. Renforcement dont la mise en pratique passe par le programme contre-insurrectionnel «Sécurité et Développement» — titre évocateur. (Voir Solidarité-Guatemala numéros 23 et 26).

Les «pôles de développement» sont créés dans les régions les plus touchées par la répression et consistent selon le gouvernement à permettre «la réhabilitation de la population et son incorporation au système national de production». Stratégie de contrôle axée sur les «patrouilles civiles» (milices paysannes organisées sous la terreur par l'armée) et les «villages modèles».

Ce sont les «Entreprises paysannes associatives» qui impulsent les plans de développement rural sous



l'égide des militaires, procèdent à la normalisation de la quantité et du type de cultures, et, surtout, président à la commercialisation des produits. Il est par exemple interdit à cette population de produire pour sa propre consommation. De plus, il faut avoir une autorisation de l'armée pour cultiver, pour obtenir les crédits indispensables à l'achat d'engrais et de semences, une permission pour vendre les produits, etc.

Dans ces zones sont impulsés des programmes économiques visant à capter des capitaux internationaux d'organisations non gouvernementales et d'institutions intéressées par ce type de projets. Ainsi la dictature guatémaltèque obtient-elle les subsides indispensables à la guerre qu'elle mène, subsides que les riches guatémaltèques ont toujours préféré mettre en sécurité

dans les coffres des banques de Miami plutôt que de les investir dans un conflit à l'issue incertaine. Ces programmes économiques s'accompagnent aussi d'une importante activité idéologique, sous forme de «programmes d'alphabetisation», de «plans éducatifs», où les sectes en tous genres jouent un rôle de premier plan.

Par ailleurs, ont été créées les «Coordinations inter-institutionnelles». Ces coordinations, réunissant des représentants des institutions gouvernementales, des autorités civiles patronnées par l'armée et des chefs militaires, travaillent à tous les niveaux : local, municipal, départemental et national. Mises sur pied par les militaires et liées directement aux projets ruraux et d'action civique, ces coordinations sont de fait les instruments légaux de l'armée dans l'application de sa politique ré-

pressive et génocide.

Toutes ces mesures visent à séparer le mouvement politico-militaire de sa base sociale, «à retirer l'eau au poisson», à travers une rupture des structures économiques, sociales et culturelles des communautés indigènes. Mais il s'agit, en outre, de développer les bases d'un nouveau pouvoir local facilitant l'application des plans contre-insurrectionnels de la dictature. Pouvoir intégralement entre les mains de l'armée.

Et c'est ce pouvoir que la dictature tente d'institutionnaliser par le biais de la nouvelle Constitution qu'élaborera l'Assemblée nationale constituante.

Le 7 novembre 1984

(1) FUN : Front d'unité nationale.

La disparition : une torture qui n'épargne personne

A Guatemala-Ciudad, le 12 octobre 1984, plus d'un millier de personnes participèrent à une marche de 30 kilomètres au péril de leur vie, pour exiger la réapparition des 35.000 personnes disparues dans le pays. Les manifestants partirent de San Lucas (localité à vingt-cinq kilomètres à l'ouest de la capitale) en direction de la cathédrale de Guatemala-Ciudad sous la direction du groupe d'entraide pour la réapparition des disparus.

En effet, au Guatemala, il ne se passe pas une journée sans «disparition» ; et les disparus sont issus de toutes les couches sociales, sans distinction d'âge ni de sexe. Les personnes quittant leur maison le matin pour aller travailler ne savent pas si elles rentreront le soir. Certaines victimes seront enlevées par des inconnus et détenues arbitrairement. Ainsi commence le cauchemar de centaines de parents, enfants, parents et amis des victimes, qui vont de poste de police en poste de police, parcourant les hôpitaux et les morgues.

Sont-ils enfermés dans des prisons clandestines ? Sont-ils sujets aux plus terribles des tortures qui conduisent un grand nombre à sombrer dans la démence ? Comme ce fut le cas de Irma Flacuer, vue pour la dernière fois



Manifestation, le 12 octobre, à Guatemala-Ciudad, en faveur des «disparus».

dans un souterrain de la prison clandestine de l'École polytechnique de la capitale, deux ans après son enlèvement.

«Beaucoup de Guatémaltèques qui disparaissent gisent au fond des rivières, des lacs et des mers, un bloc de ciment enfermant leurs pieds afin qu'ils ne remontent pas à la surface de l'eau. D'autres sont enterrés dans des fosses communes qu'ils ont été obligés de creuser eux-mêmes», révèle Juan Garcia, un prisonnier qui a réussi à s'enfuir d'une prison clandestine.

La disparition forcée étant utilisée comme mécanisme de terreur politique, elle est appliquée par des groupes composés de militaires, de civils, de membres de la police, qui interviennent en civil ; mais la population ne les connaît que trop, ces bandes agissant avec la complicité et sur demande des hautes autorités de l'État. Ce système est mis en pratique également par les forces de sécurité qui procèdent à des arrestations arbitraires. Par exemple, au mois d'août, dans la villa-

ge de Sibaja (El Quiché), Andrez Abelino Perez fut capturé et emmené à la caserne de San Andres Sajcabaja ; depuis plus aucune nouvelle.

Malgré toutes ces preuves toutes plus accablantes, plus horribles les unes que les autres, le 22 octobre dernier, le régime militaire par la voix de son représentant à l'ONU récusait en bloc les multiples accusations portées à son encontre par les organismes humanitaires et notamment sur l'existence de détenus disparus.

Dans le même temps se clôturait à Madrid la campagne mondiale menée par la commission des droits de l'homme du Guatemala réclamant la restitution en vie et la libération de plus de 35.000 détenus ou disparus. Organisée avec le soutien du maire socialiste de la capitale espagnole, Tierno Galvan, elle rencontra un franc succès par la participation de plus de 10.000 personnes et lançait un ultime appel à la communauté internationale pour qu'elle exige le respect des droits de l'homme au Guatemala...

AU COEUR DE LA GUERRE AVEC RIGOBERTA MENCHU

Rigoberta Menchu s'est rendu au Guatemala. Elle y est allée voir son peuple. Elle est restée six mois au sein de ceux qu'elle appelle «le cœur de la guerre» : la population en résistance... dans les jungles et les montagnes au nord du Quiché, du Huehuetenango, de la Verapaz. Et elle est repartie, non pas en exil, mais pour occuper son poste dans le Front Diplomatique : elle fait parti de la Représentation Unitaire de l'Opposition Guatémaltèque - RUOG (Voir encart). Fin Septembre elle est passée à Paris. Nous l'avons rencontré aux interstices d'un emploi du temps très chargé et elle nous a parlé de son voyage et sur tout de la «population en résistance». Voici quelques extraits.

Réfugiés internes, populations déplacée, population en résistance... ? C'est vrai que parfois tous ces termes ne nous permettent pas de voir très clair. Alors, il faut distinguer des niveaux. Tous ceux et celles qui ont dû quitter leur village, leur maison d'origine du fait de la répression et des massacres de l'armée sont des populations déplacées. Certaines se sont éparpillées dans tout le pays, dans les régions côtières, la capitale et ses bidonvilles ; d'autres ont été regroupées de force dans la Hameaux Stratégiques ou dans les Patrouilles Civiles. Dans ce dernier cas, elles sont sous le contrôle de l'armée et elles doivent souvent renoncer à certains aspects de notre culture, tel que nos habits, notre langue, certaines pratiques religieuses pour survivre. Alors, il faut dire que ceci répond à une action délibérée de l'armée qui veut casser l'esprit communautaire de notre peuple. Quant aux patrouilles civiles il faut les différencier de bandes

paramilitaires formées par des tueurs à gages. Mais cette population n'est pas toujours soumise, bien que l'espace de résistance soit très réduit. Tenez, le cas d'une patrouille civile de laquelle nous avons eu des nouvelles : elle partait en mission et feignant le combat réussissait à garder des balles de côté. Les balles furent ensuite amenées en secret chez le curé pour que celui-ci les fasse passer au guérilleros. Nous sommes au courant de beaucoup de gestes comme celui-ci.

Mais une autre partie de mon peuple s'est aussi déplacé pour fuir le contrôle de l'armée, pour continuer à vivre en communauté. Cette population est appelée «population en résistance». Ils s'organisent de manière complètement autonome. Ce sont de véritables unités de production collective où la fraternité et la solidarité sont les conditions de la survie de tout le groupe. Elles sont le COEUR de la

guerre. Elles produisent dans différents endroits, ils diversifient les cultures pour mieux se protéger des attaques de l'armée... elles sont même en train de domestiquer une nouvelle plante, une liane qu'ils appellent «llama» (flamme) et dont on peut récupérer tout, des racines jusqu'aux pousses.

Certaines de ces communautés en résistance ont dû parfois se rendre à cause des situations de famine extrêmes provoquées par les sièges de l'armée. L'armée en profite alors pour déclarer que des guerilleros se sont rendus. Mais, ce qui caractérise la population en résistance c'est la persistance d'une vie communautaire et d'une résistance active contre l'armée. ■

RUOG ?

Ce sigle difficile à prononcer veut dire : REPRÉSENTATION UNITAIRE DE L'OPPOSITION GUATÉMALTEQUE. Il s'agit d'un organisme politico-diplomatique généré par le processus unitaire qui développent les différentes forces de l'opposition au Guatemala. Son action est orientée principalement à travailler au sein des sessions et réunions de différents organismes de Nations Unies, comptant pour cela avec la reconnaissance de la majorité des groupes et forces démocratiques, patriotiques, révolutionnaires et populaires qui développe l'opposition contre la dictature politique guatémaltèque.

La RUOG a été présente à la 37ème Assemblée Générale (New York, septembre-décembre 1982) ; à la 39ème réunion de la Commission des Droits de l'Homme (Genève, mars 1983) ; à la 36ème réunion de la Sous-Commission de Prévention des Discriminations et de Protection de Minorités (Genève, août-septembre 1983 et à la 38ème Assemblée Générale (septembre-décembre 1983). Chacune de ces instances a émis des résolutions de condamnation au régime guatémaltèque. ■





Dossier

LA THEOLOGIE

DE LA LIBERATION

AU GUATEMALA

Comme un certain chef d'état outre-atlantique, le Pape Jean Paul II a le sens des médias; il sait sourire ou froncer les sourcils au bon moment... il dégage autorité, assurance, efficacité... et comme un célèbre chanteur espagnol, lui aussi grand prestidigitateur des médias, le Pape prononce ses discours dans toutes les langues lorsqu'il quitte son fief romain pour faire le tour du monde. Son passage en Amérique centrale fut l'occasion d'un véritable «scoop» : Ernesto Cardenal, le prêtre ministre, à genou devant le Pape. Et puis c'est le scandale ; la messe papale célébrée sur la place du 19 juillet à Managua devant 700.000 personnes qui finit dans la débâcle : sandinistes et opposants s'affrontent à coup de slogans et Jean Paul II perd le contrôle de la manifestation.

Tout est clair et les médias font leur travail : pour certains, les événements de Managua sont un épisode de plus dans la controverse traditionnelle entre la chrétienté et le communisme ; pour d'autres ce n'est qu'une preuve de plus des manipulations

d'un régime totalitaire. Par contre l'exécution de 6 guatémaltèques à la veille de l'arrivée du Pape au Guatemala fera beaucoup moins de bruit...

En Europe et même pour les chrétiens, le véritable enjeu de la tournée papale est resté en grande partie occulte. D'abord parce que ces événements sont apparus marginaux tant par rapport à l'Église dans son ensemble que par rapport à la réalité beaucoup plus vaste de l'Amérique centrale et latine. Ensuite parce que les rapports entre l'Église et l'État, l'Église et la société civile sont très différents en France de ceux qui existent aujourd'hui en Amérique Latine.

Ici pour une grande partie de la gauche laïque, les conflits idéologiques et politiques à l'intérieur de l'église, cela reste une affaire de «cathos». En somme, connais pas.

Dès lors la théologie de la libération, les communautés de base sont des termes aussi méconnus que suspects. Ils sont pourtant très familiers dans les mouvements populaires et révolutionnaires en Amérique centra-

le comme en Amérique Latine en général.

En effet, la théologie de la libération, comme son nom l'indique, est une dimension intellectuelle et proprement religieuse dont la naissance et les développements peuvent être datés et suivis minutieusement. Mais elle recouvre une réalité sociale — les communautés de base — qui dépasse de loin des aspects purement religieux.

Sans y faire référence, il serait impossible de comprendre l'engagement révolutionnaire des indiens guatémaltèques.

C'est pourquoi nous avons demandé à deux acteurs, l'une guatémaltèque, religieuse de passage à Paris et l'autre français, prêtre à Paris de nous aider à mieux situer la portée et les enjeux de la controverse actuelle qui se déroule à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Église ; et à partir de là de saisir des implications dans la réalité de la lutte révolutionnaire au Guatemala. ■

Que tous ceux qui ont aidé à la confection de ce dossier soient ici remerciés.

LA CONSCIENCE DU VECU

Entretien avec Margarita Garcia,
religieuse guatémaltèque

Je m'appelle Margarita Garcia ; je suis religieuse guatémaltèque. Avec d'autres religieux, je travaille actuellement pour les populations déplacées à l'intérieur du Guatemala. Comme vous le savez, il y a au Guatemala – et les évêques l'ont reconnu – plus d'un million de personnes qui ont dû abandonner leurs villages pour fuir les massacres de l'armée. Cette population s'est disséminée dans tout le pays, et des communautés entières se sont retranchées dans les montagnes les plus inaccessibles du nord du pays. Notre travail consiste à acheminer l'aide humanitaire à ces populations déplacées. D'autres communautés se sont vues regroupées de force dans ce que l'on appelle les «hameaux stratégiques».

Les communautés de base et la théologie de la libération sont deux termes indissociables ; quelle est leur signification actuellement au Guatemala ?

Le sens que l'on donne au Guatemala au terme communauté de base est un peu différent de celui utilisé généralement en Amérique Latine. Il est vrai que la communauté de base proprement dite, c'est-à-dire des groupes de laïcs se réunissant pour réfléchir sur la parole de Dieu et à la lumière de celle-ci pratiquer leur foi dans les engagements concrets de la vie quotidienne, dans la solidarité, dans la défense de leurs droits fondamentaux et organisés autour d'une paroisse, existe aussi au Guatemala.

Mais au Guatemala on appelle communauté de base, une communauté au sens strict du terme, c'est-à-dire des groupes humains qui ont conservé des liens communautaires ancestraux, antérieurs à la conversion religieuse : des liens de parenté, de partage et de redistribution alimentaires par une langue, des croyances, des liturgies communes. Ce sont les communautés indiennes qui recouvrent généralement un village entier ou un hameau.

LEURS ENFANTS PRENNENT LEUR PLACE

D'autre part il faut souligner l'action des catéchistes qui furent et

sont encore les «leaders» de leur communauté. Il ne s'agit pas comme on le croit souvent de catéchistes dont le souci principal et unique serait celui de transmettre la doctrine chrétienne. Nos catéchistes mettent en pratique leur foi dans l'engagement concret pour le développement de leur communauté. Ce sont eux qui ont travaillé pour amener l'eau courante au village, pour construire l'école..., c'est-à-dire qu'ils participent à tout ce que la communauté décide. Et c'est pour cette raison qu'ils sont les plus persécutés par l'armée au sein des communautés indiennes car en ayant la confiance du

peuple ils incarnaient l'espoir d'un renouvellement, d'une vie nouvelle.

Et bien qu'ils aient été assassinés par centaines au cours des dernières années, leur action est restée très importante ; et ce qui est le plus beau c'est que leurs enfants, leur femme ont souvent pris leur place. Nos martyrs montrent le chemin que le peuple veut suivre. J'insiste, je confirme que les catéchistes restent engagés avec leur foi et avec leur réalité et qu'ils poursuivent leur travail dans les régions où le conflit est le plus dur.

Justement, vu les conditions d'extrême répression que vit le Guatemala depuis plusieurs années, peut-on parler d'une seule église ou plutôt de deux églises : l'une secrète, persécutée, l'église des pauvres et l'autre, ouverte, légale : l'église des riches ?

Plutôt que de parler de deux églises je parlerai de deux manières différentes de pratiquer la foi ; dans les zones de conflit la présence de prêtres, de religieuses est dans la plupart des cas impossible. Ce sont alors les catéchistes qui continuent à pratiquer la foi tout en essayant dans le même temps d'acheminer l'aide humanitaire. Il est évident que ceci se réalise dans le plus grand secret, en petits groupes qui



visitent les familles pour renouveler la pratique religieuse. Il faut dire qu'à l'époque de la grande répression le seul fait d'avoir une Bible avec soi pouvait entraîner la mort. Ce qui a disparu à cause de la répression ce sont les grandes réunions de catéchistes qui analysaient la réalité et prenaient des décisions concernant l'orientation de leur travail au sein de leurs communautés. Par contre la pratique sacramentale et liturgique continue. Bien sûr dans la capitale, les activités religieuses se poursuivent apparemment comme si de rien n'était. Mais nous savons parfaitement que l'armée a des yeux et des oreilles partout : les homélies sont contrôlées lors de la célébration des messes, les mouchards sont présents dans toutes les structures de l'église et parfois même dans les communautés de base.

Nous faisons donc la différence entre la pratique liturgique, sacramentale et l'engagement formel avec la foi qui se traduit dans le service du peuple. Et cet engagement est aujourd'hui mis à dure épreuve et doit se mener dans le plus grand secret.

Comment dans ces conditions est-il possible que l'église maintienne son unité ?

Il existe plusieurs courants au sein de l'église guatémaltèque. Mais nous avons réussi jusqu'à présent à ce que les clivages ne soient pas trop prononcés. Par exemple, l'église hiérarchique évolue aujourd'hui dans un sens positif, elle joue un rôle nouveau. Depuis l'élection du nouvel archevêque du Guatemala, Monseigneur Prospero Penados del Barrio, les portes de l'archevêché ont été ouvertes au peuple afin que celui-ci puisse dénoncer les violations des droits de l'homme et notamment l'enlèvement et la disparition des personnes. Ainsi peu à peu notre évêque est devenu le porte-parole de la souffrance et de la douleur des gens.

CE QUI MANQUE AUX ÉVÊQUES...

A ce propos il est utile de mentionner la dernière «lettre pastorale» des évêques où ils décrivent la pénurie économique et sociale et la violence extrême que subit le peuple. Suite à l'évolution de l'attitude des évêques, plusieurs groupes de chrétiens se sont formés pour soutenir leur action. Il faut mentionner également le groupe de soutien aux familles de disparus que l'archevêque est en train de promouvoir. Il a ainsi dénoncé à haute voix dans la cathédrale cette situation et demandé au gouvernement leur réapparition. Ce qui manque dans les déclarations des évêques c'est une condamnation ferme et claire des gouvernements militaires responsables et toujours en place.

Je crois que l'on doit commen-



cer à regarder l'église avec d'autres yeux ; l'église, c'est le peuple qui marche vers sa libération. Notre peuple est un peuple croyant et c'est lui l'église au Guatemala. Bien sûr certains restent indifférents à la douleur, à la souffrance du peuple ; d'autres sont carrément contre le peuple... mais à mon avis ces derniers ne sont pas chrétiens. Il se disent chrétiens mais en réalité ils sont en dehors du projet de Jésus qui est celui d'un monde différent où règnerait la justice et l'amour. Nous avons donc la douleur de constater l'existence de différentes positions au sein de l'église, mais cette division n'a pas atteint le niveau de confrontation

Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque

LES CHRÉTIENS ET LA RÉVOLUTION

Extraits du IV^{ème} point de la plateforme de gouvernement proposée par l'URNG : «La révolution reconnaît le peuple chrétien comme l'un des piliers de la nouvelle société, pour autant que ses croyances et sa foi se sont mises au service de la liberté de tous les guatémaltèques».

Extrait de la «Déclaration à l'occasion de la visite du Pape au Guatemala» (26 février 1983) : «Nous donnons l'assurance que d'aucune façon notre intention est de politiser l'Église. Nous savons distinguer les catégories. Nous savons que la Religion possède un niveau et une autonomie, dans la so-



comme dans d'autres pays d'Amérique centrale.

Effectivement, en lisant la dernière lettre pastorale des évêques on constate une évolution positive de leur part. Mais on en tire aussi l'impression qu'il subsiste une certaine méfiance devant un projet de changement social. Quelle est alors la position des évêques à propos de la lutte politique au Guatemala ?

Je pense que les évêques sont conscients de la situation très difficile que vit le peuple ; mais ils n'acceptent pas un projet populaire de changement de société. Comment vous dirai-je ? Les évêques ne veulent pas voir les causes profondes de la crise que traverse aujourd'hui le pays et surtout ils ne veulent pas voir les solutions possibles. Ils ne font que dénoncer les violations des droits de l'homme. Par ailleurs, il est vrai également que l'église ne doit pas définir le «chemin» à suivre par le peuple mais être prêt à l'accompagner dans cette recherche. Vous êtes au courant de la formation anti-com-

ciété, qu'en aucune manière nous n'entendons briser ou miner. (...) Nous sommes pleinement convaincus que les chrétiens qui, répondant à l'appel de l'histoire et de l'évolution de leur conscience, prennent une option politique révolutionnaire et s'engagent à lutter pour la cause des peuples, ont le plein droit de continuer à célébrer leur foi religieuse et de continuer à constituer des communautés chrétiennes. L'URNG veut démontrer «dans la pratique que le projet révolutionnaire qui se développe en Amérique centrale, et en particulier le projet révolutionnaire de l'URNG, est parfaitement compatible avec le respect de la foi religieuse de la majorité de notre peuple (...) Nous savons que c'est en fonction de leur foi que les chrétiens prendront des options politiques. Lorsque ces options coïncident avec nos propres considérations sur la justice et l'humanité, nous nous réjouissons profondément parce que nous savons qu'ainsi la cause de la lutte des pauvres et des opprimés se trouve renforcée.»

muniste acquise par les évêques, de la propagande négative sur le Nicaragua ; la situation de l'église est telle qu'elle se ferme devant toute perspective de changement. Les évêques ont peur qu'un changement nous mène à un régime communiste. Ils ne se rendent pas compte que le peuple peut décider correctement de son propre sort et que c'est à lui et à lui seul de décider du chemin à suivre. D'un autre côté, le peuple est croyant et personne ne va lui enlever sa foi. C'est cet aspect-là que les évêques devraient prendre en compte. Si la foi est assise sur des principes solides et formels, pourquoi allons-nous avoir peur d'un changement social qui apporterait une meilleure distribution des richesses, une plus grande justice sociale ?

La position de la hiérarchie de l'église s'explique aussi par la pression constante du Vatican et par celle des États-Unis et plus particulièrement par l'intermédiaire de l'institut « Religion et Démocratie ».

Lors de son récent voyage à Puerto Rico, le Pape a surtout condamné la violence comme instrument de rébellion populaire. Quelles sont les conséquences de cette position au Guatemala ?

Je crois que si nous envisageons l'église comme le peuple de Dieu, il n'y a pas lieu d'avoir peur de ces paroles car le peuple sait ce qu'il est train de vivre, il sait d'où vient la violence. Finalement le peuple est en train de défendre sa vie ; et devant cette réalité il n'y a pas d'argument qui puisse le condamner. Dieu est un Dieu de vie et notre peuple est en train de lutter pour survivre, pour que le projet de Dieu soit le sien, pour construire un nouveau royaume. Tout ceci est en accord total avec l'Évangile de Jésus. Le problème ce sont toujours les hiérarchies, les groupes qui vivent éloignés du peuple. Le Pape devrait se demander qui sont les auteurs de la violence quand il parle car en ce qui nous concerne c'est le gouvernement militaire. Le peuple ne fait que défendre sa vie en se battant.

Pour conclure, que demandez-vous aux chrétiens européens ?

Premièrement, je pense que le soutien que nous demandons aux chrétiens en Europe est d'abord d'ordre moral, en essayant de communiquer avec les chrétiens d'Amérique centrale par tous les moyens possibles en envoyant des lettres, des messages aux communautés de base.

En deuxième lieu, les chrétiens d'Europe peuvent nous aider dans la dénonciation ; ils peuvent être la voix de ceux qui n'ont pas de voix.

En troisième lieu, l'aide humanitaire peut être canalisée par les différents groupes de solidarité existants en Europe.

Enfin, en tant que chrétien, la prière est le plus grand soutien, le soutien le plus fondamental. ■

Points de repères

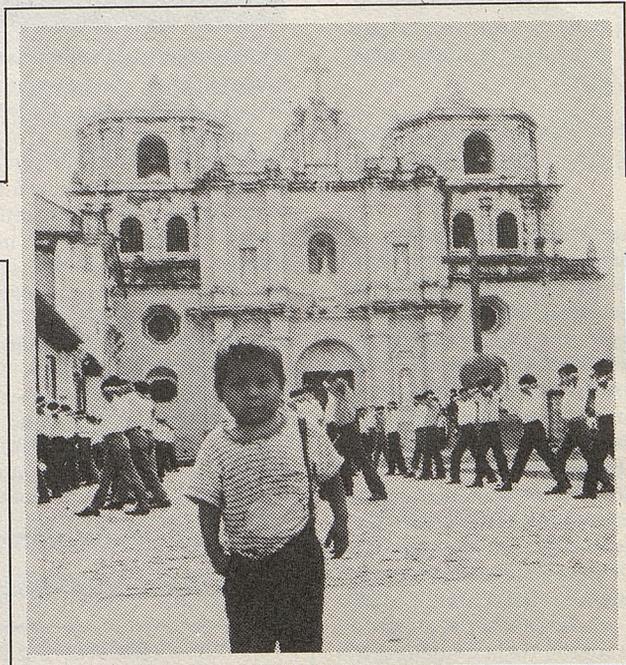
1871 : La seconde vague libérale sera plus décisive et emportera, dans tout le pays, ce qui avait subsisté de l'Église coloniale, au point de menacer de ne rien laisser de l'édifice. Les ordres religieux sont dissous, les biens ecclésiastiques y compris, les églises sont nationalisées. La liberté de culte est décrétée et la personnalité juridique refusée à l'Église. Le mariage civil est établi et le divorce légalisé.

1943-44 : Arrivée dans les hautes terres des missionnaires nord-américains de la congrégation de « maryknolls ». Ils furent les pionniers d'une évangélisation s'appuyant sur des programmes d'aide médicale et alimentaire, d'éducation, de coopératives, d'assistance technique agri-

mes économiques et sociaux dans le cadre des projets d'« aide au développement » de l'Alliance Pour le Progrès. Ceci va de pair avec la création des coopératives et ligues paysannes en alliance avec la Démocratie Chrétienne.

1967 : Tentative de constitution d'un noyau guerrillero dans le Nord de Huehuetenango et le Peten, avec l'aide de missionnaires Maryknoll. Cette tentative se solde par un échec et l'expulsion des trois religieux. A partir de cette date, l'Église, l'État et les agences impérialistes seront plus vigilants dans leur contrôle et leur orientation des programmes socio-économiques. On assiste parallèlement à un reflux du mouvement populaire.

1976-1978 : L'organisation des coopératives, des ligues paysannes, promues par les missionnaires ainsi que



cole, etc. C'est également parmi eux que le processus de radicalisation ira le plus loin, débouchant sur l'expulsion de certains d'entre eux en 1967 (en 1974, il n'y a plus que quatre maryknolls au Guatemala).

1954-1960 : Guatemala devient « terre de mission ». En peu d'années le territoire sera partagé entre des groupes missionnaires de provenances diverses. Sur les 1.432 membres du corps ecclésiastique recensés dans le pays en 1966, 1.235 (soit 86%) étaient des étrangers.

Cette étape est dominée par l'évangélisation, la reprise en main des fidèles et l'affirmation de l'autorité ecclésiastique au niveau local, contre les pratiques et les autorités traditionnelles des communautés indiennes.

1963-1967 : L'action des missionnaires s'oriente vers des program-

la formation des centaines de dirigeants locaux — les catéchistes — se transforme en véritable levier d'un nouveau mouvement populaire à la campagne. En 1978 est né le Comité d'Unité Paysanne regroupant des ouvriers agricoles, des travailleurs saisonniers de la côte sud et des hauts plateaux. La plus grande partie de ses dirigeants sont des catéchistes.

1978 : Début de la répression en masse — massacre de Panzos —. Radicalisation du mouvement populaire et développement de la lutte armée. L'église n'est pas épargnée : 1977 : assassinat du Père Ruttillo Grande; juillet 1978 : le P. Hermognes Lopez... Le Diocèse du Quiché est fermé en 1980 : 55 religieux partent à l'exil... depuis lors 14 religieux ont été assassinés ainsi que des centaines de catéchistes. ■

THEOLOGIE DE LA LIBERATION :

LE CHOIX DES PAUVRES



Entretien avec Jean-Claude Thomas,
prêtre

En plein cœur de Paris, l'église Saint-Merri où je travaille depuis huit ans est devenue «l'église des Droits de l'Homme» en même temps qu'une église très solidaire de l'A.L. Tout a commencé avec l'arrivée des exilés chiliens et argentins que nous avons accueillis et avec qui nous avons travaillé : ce sont eux qui nous ont ouverts, peu à peu, à une solidarité plus intense avec les peuples d'A.C.

Il y a 2 ans, la tournée d'un groupe de 3 personnes du Comité «Pro Justicia y Paz» du Guatemala a ravivé et actualisé cette perception. Parmi eux, il y avait en particulier une femme, Carmelita, dont la parole, très enracinée dans la tradition indienne et les caractéristiques du peuple Quiché, a beaucoup marqué tous ceux qui l'ont écoutée. Elle nous a fait percevoir la dimension originale de ce qui se joue au Guatemala, cette dimension spécifiquement indienne, où le christianisme se trouve imbriqué très profondément avec les caractéristiques de la vie sociale et de la culture maya.

C. G. : J'ai souvent entendu, de la part d'ethnologues, ce reproche fait aux chrétiens, et en particulier aux missionnaires : le christianisme contribue à la déculturation des indiens. Qu'en penses-tu ?

J.C. T. : Il ne me semble pas que cette critique soit juste pour le Guatemala, au moins dans ce que j'en connais. Elle me paraît plus juste ailleurs, dans d'autres pays. J'ai l'impression que, par rapport à d'autres populations indiennes d'A.L., les indiens du Guatemala sont dans une situation particulière : la culture Maya me paraît beaucoup plus profondément enracinée que d'autres ; les Mayas me paraissent caractérisés par une structuration très profonde, sociale et personnelle, en même temps que par une capacité exceptionnelle d'ouverture sur l'extérieur. De ce fait, la rencontre et la fusion avec le christianisme, au lieu d'affaiblir les dimensions indiennes, me semblent souvent affermir l'un et l'autre pôle.

D'autre part, surtout depuis 10 ans, beaucoup de catéchistes indiens

ont été sensibles au mouvement qui marque de larges secteurs de l'Église catholique en A.L., depuis Medellín. On observe chez eux une volonté très grande de reprendre en compte et de défendre jusqu'au bout leur culture et leur mode de vie indiens. Quand on pense à Rigoberta Menchu — et à toute sa famille — ou à des femmes comme Carmelita que j'évoquais tout à l'heure, la culture et la défense du mode de vie indiens sont au premier plan de leurs préoccupations.



Par rapport au passé, il me semble que l'on débouche aujourd'hui sur une étape nouvelle : même s'ils sont

minoritaires, des gens comme elles, comme certains membres du C.U.C.* que j'ai rencontré, ou des membres de mouvements analogues, comptent beaucoup et donnent au christianisme guatémaltèque un visage indien fort et durable. Plusieurs m'ont dit : «Nous ne voulons pas devenir incolores, dépersonnalisés, comme des habitants des bidonvilles. C'est pour cela que nous nous battons : nous voulons défendre ce que nous sommes. Nous avons découvert petit à petit que le christianisme nous donne énergie et force pour ce combat.»

C.G. : Je t'ai posé cette question en parenthèse car on touchait à la question des indiens. Mais on peut continuer si tu veux avec ton expérience personnelle.

J.C. T. : Le travail particulier de solidarité nous a amené à créer une association qui s'appelle «Solidarité Amérique Centrale», en réponse à l'appel des secrétariats chrétiens de solidarité qui existent au Mexique, en Équateur, au Nicaragua. Nous sommes reliés avec un certain nombre d'organismes tels Justice et Paix, le Comité épiscopal France-Amérique Latine, la C.C.F.D.*, la Cimade. Je suis parti l'année dernière pendant 7 mois en Amérique Latine et j'ai commencé par passer 3 mois en Amérique Centrale. Je souhaitais découvrir plus profondément ce que vit actuellement le peuple du Guatemala. Mais je me suis dit que ce n'était pas forcément au Guatemala que je risquais de mieux le percevoir. Alors, je suis allé au Salvador, au Nicaragua et je suis allé à la rencontre des Guatémaltèques exilés au Mexique et dans les camps de réfugiés qui se trouvent dans la région de Tziscaco au sud de Comitán. Et j'ai pu aller dans un autre camp qui se trouve un peu plus au sud près de Ciudad Cuauhtemoc et qui s'appelle Bella Vista del Norte : ce camp venait de se créer au moment où j'y suis passé. J'ai perçu qu'il était très important de faire savoir ici en France, que le peuple du Guatemala est de

* Comité d'unité paysanne (CUC)

* Comité catholique contre la faim pour le Développement (CCFD)

lui qui vit aujourd'hui la passion la plus difficile. Pour une raison claire : il me semble que l'armée guatémaltèque a réussi ce que l'armée salvadorienne n'a pas réussi à faire. A savoir : quadriller l'ensemble du pays, mener une action de répression et de terreur jusqu'aux endroits les plus reculés du pays. Ceci au point de désarticuler ce qui pouvait être ou guérilla ou autodéfense du monde indien. L'armée a multiplié les «villages modèles», c'est-à-dire ce que l'on appelait pendant la guerre du Vietnam «hameaux stratégiques». J'ai connu cela en Algérie sous le nom de «villages de regroupements». Elle a impliqué environ 800.000 personnes dans les patrouilles de gré ou de force et elle a imposé sa loi à l'ensemble de ce pays en faisant tomber sur l'ensemble de ce peuple une chape de plomb qu'il est pour l'instant très difficile de soulever.

C.G. : Tu as défini à peu près le drame du Guatemala. Bien sûr on peut nuancer et il y en a qui pensent que la situation est très dure, d'autres pensent qu'elle continue d'être favorable. Mais dans toute cette situation aujourd'hui peux-tu établir les liens entre ce drame du Guatemala et les débats qui se mènent ailleurs concernant la «Théologie de la Libération» ?

J.C. T. : Il faut d'abord préciser ce qu'on met sous les mots et en particulier ce que l'on met sous cette expression : «Théologie de la Libération». Dans les débats qui ont eut lieu à Rome et qu'ont fait connaître les journaux, je pense qu'on a pas levé une ambiguïté fondamentale. Cette ambiguïté est la suivante : pour des européens, notamment d'origine allemande comme le cardinal Ratzinger ou d'origine polonaise comme le pape, ou pour ceux qui travaillent à Rome ou qui vivent en France, le mot «théologie» évoque 2 choses. Il évoque le travail d'un théologien qui peut très bien s'asseoir tout seul dans une pièce, se mettre à écrire ce qu'il pense, à écrire un livre par exemple, livre qui ensuite sera diffusé. C'est de la «théologie».

La deuxième résonance de ce mot, c'est ce qui s'enseigne dans les universités, les séminaires, c'est-à-dire les cours de théologie. Il s'agit de la parole personnelle d'hommes et éventuellement de femmes aujourd'hui qui réfléchissent sur le message biblique et sur le contenu du Christianisme. Leur parole, si elle s'enseigne dans les lieux officiels est plus ou moins contrôlée par l'Église. Mais en Amérique Latine actuellement, ce que l'on appelle «Théologie de la Libération» me paraît quelque chose de profondément différent. Certes ce courant a commencé sous la forme de livres : ceux de Joseph Comblin et de Gustavo Gutierrez qui s'appelaient «Théologie de la Libération». Mais aujourd'hui la réalité qui porte ce nom est la suivante :

l'Église vit un changement de centre à la suite de Vatican II et de Medellín et ceci dans le sens du choix des plus pauvres. Cela veut dire que beaucoup de prêtres ou religieux ont changé de lieu d'habitation et vivent beaucoup plus au contact des peuples les plus pauvres. La vie chrétienne qui était au-



paravant très centrée sur les paroisses, sur les églises où avaient lieu les célébrations, s'est recentrée sur ce qui se passe dans les quartiers ou les villages. Les communautés de base sont la forme visible de cette vie.

Chaque fois qu'il y a un groupe de personnes qui prennent leur vie en mains, ces personnes, en général, ne

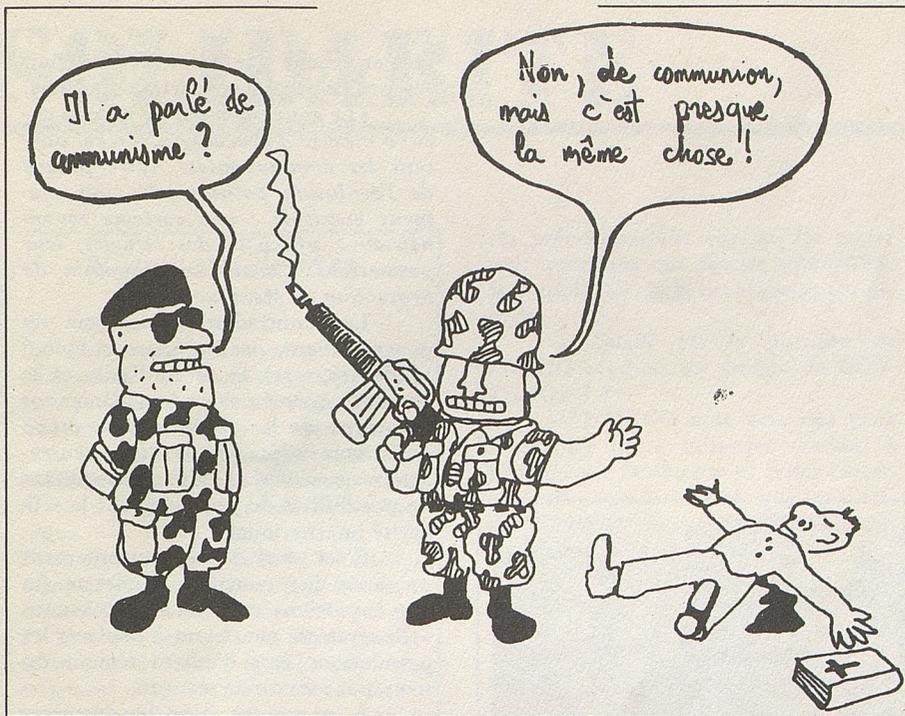
pensent pas à opposer ce qui est religieux et ce qui est social, ce qui est spirituel et ce qui est économique, ce qui est politique et ce qui est biblique. Au contraire, dans les communautés de base les gens se mettent à vivre une vie d'Église en lien étroit avec tous les problèmes que chacun rencontre chaque jour : des problèmes de survie, des problèmes de toits, de terres, de santé, d'éducation... Ces personnes se mettent à lire ou relire la Bible avec leur expérience en tête, donc en faisant un va et vient permanent entre l'histoire immédiate et la Bible dont ils découvrent qu'elle leur parle de cette histoire immédiate. Et le travail des «théologiens de la Libération» consiste maintenant, la plupart du temps, à mettre leurs compétences, leurs connaissances plus affinées de la Bible au service de ces hommes, de ces femmes, généralement tous simples. Le lieu de la «Théologie de la Libération» n'est plus les livres, ni un enseignement de type universitaire. C'est toute cette vie de l'Église au contact des réalités multiples dans laquelle tous se trouvent impliqués. Tel est le contexte véritable de la «Théologie de la Libération».

Il n'est plus question qu'un homme puisse s'asseoir à sa table et se mettre à écrire ce qui lui passe par la tête sans référence à une expérience plus large que la sienne, à l'expérience de cette Église vivant dans le monde des plus pauvres. Cette dimension «populaire» est fondamentale. Mais ceux qui sont opposés à la «Théologie de la Libération» accusent certains de vouloir fonder une «Église populaire» qui aurait tendance au schisme, à la division. La dénomination de la CONIP (Coordination de l'Église Populaire du Salvador) a pu donner prétexte à cela. Mais il faut affirmer clairement que ni au Salvador, ni au Nicaragua, je n'ai perçu la moindre volonté de constituer une «Église populaire» qui soit distincte et opposée à l'Église hiérarchique.

C.G. : Mais n'ya-t-il pas dans l'Église ou dans la Théologie de la Libération, une certaine tendance à confondre le royaume de Dieu avec la révolution. Comment vois-tu cette critique et est-elle vraie ? Est-ce que ce n'est pas dangereux de faire ce lien entre la réalisation d'un idéal politique et l'idéal religieux ?

J.C. T. : Cette tentation existe mais je ferais d'abord remarquer que cela n'est pas une tentation qui date d'aujourd'hui, ni même des siècles passés. C'est une des questions qui traversent l'Évangile. Dans ce que j'ai perçu de la Théologie de la Libération, dans ses aspects les plus fins, en particulier au travers de Jon Sobrino

1) D'un côté le fait que la situation que l'on vit c'est celle de la crucifixion. C'est celle dans laquelle le peuple du Guatemala est plongée, c'est celle du peuple au Salvador, c'est celle



de tous ceux qui ces jours-ci au Chili se trouvent directement objet de la répression et portent sur eux cette croix.

2) Et d'un autre côté, il s'agit de continuer à croire profondément en l'avènement du Royaume, en sa proximité. Mais d'une espérance qui est comme à travers la nuit ou à travers le feu. Et la justesse spirituelle de ces théologiens de la Libération c'est de ne pas faire le court-circuit en disant aux gens : «allez-y, allez-y, cela va s'arranger». Non ils affirment au contraire que le vrai centre de l'expérience humaine dans sa profondeur et sa radicalité est cette identification au Christ crucifié. Partout où des hommes vivent cela, se vit aussi l'espérance de voir arriver, de voir advenir une situation nouvelle, une transformation de la physionomie du monde, une justice, un partage, une véritable paix.

Jésus dit «le Royaume de Dieu est proche» et il dit aussi «si on vous dit que le Royaume est là, n'en croyez rien, le Royaume est au dedans de vous». C'est une réalité plus profonde et plus radicale. Donc, ne nous faisons pas d'illusions : tant que l'histoire dure, il n'y a rien qui ne soit une réalisation définitive du Royaume. Et j'ai même entendu des gens dire en ce sens-là que le christianisme est plus scientifique que le marxisme, en ce sens que dans le marxisme on peut croire à un retournement définitif de l'histoire et on y croit même tellement que l'on pense que celui qui a été opprimé, s'il parvient au pouvoir, va déboucher sur une ère de liberté définitive. Alors que l'histoire réelle nous apprend qu'en fait l'opprimé d'hier peut devenir l'oppresser de demain. Or cela, le christianisme le sait depuis l'Exode, depuis que le peuple est sorti d'Égypte. Au fil de l'histoire, pendant

tous les siècles qui ont séparés l'exode de la période du Christ et même au delà, les prophètes sont venus rappeler au peuple que ceux qui avaient été opprimés, des immigrés, des esclaves étaient à leur tour devenus des oppresseurs : ils chassaient l'immigré, ils avaient des esclaves. L'histoire est faite de ces retournements et repasse sans cesse par le temps de la passion. C'est ainsi qu'à chaque fois elle peut déboucher sur une espérance qui ne soit plus seulement utopique mais qui permette que se réalise quelque chose de ce Royaume promis. Cela n'est pas simpliste, c'est peut-être un peu compliqué à comprendre, mais cela éclaire profondément l'histoire réelle, y compris dans ses dimensions les plus politiques.

C.G. : Tu as restitué les contours actuels de la théologie de la Libération, mais à ton avis quels sont les enjeux et disons les soupçons du Vatican ?

J.C. T. : Pour moi, je pense que le soupçon du Vatican est double.

1) Comme je l'ai dit toute à l'heure, je pense que l'enjeu de la Théologie de la Libération et du débat sur cette Théologie est une transformation très profonde de la manière dont l'Église fait de la Théologie. C'est une transformation très profonde du rapport avec le savoir. C'est un changement radical du rapport entre les prêtres et les laïcs, entre les théologiens et ceux qu'on appelait jusqu'ici les fidèles. Aujourd'hui dans les églises d'Amérique Latine la parole surgit de plus en plus de l'expérience des plus pauvres et non plus de ceux qui ont une culture théologique, une position hiérarchique qui leur donnait auparavant un privilège quasi-exclusif dans la façon de commenter, d'interpréter la

Bible. Cette transformation peut paraître une dépossession des uns au profit des autres, mais elle est aussi vécue par des théologiens, comme une façon de mettre leur compétence au service d'un peuple avec lequel ces théologiens ont une relation beaucoup plus étroite et beaucoup plus profonde. Cette transformation là n'est pas facile à vivre pour les gens qui ont autorité et qui se considèrent comme chargés de garder l'Église dans la bonne ligne.

2) Cette mutation qui représente le courant de la théologie de la Libération a des conséquences profondes sur la vie collective, politique, sociale et religieuse des pays concernés et ces conséquences paraissent inquiétantes à des gens qui n'étant pas eux-mêmes d'origine populaire peuvent avoir l'impression que ce qui est remis en question c'est un certain ordre social, au profit d'une anarchie ou d'une déstabilisation. Or, des gens qui appartiennent à des sociétés occidentales, elles-mêmes situées de façon assez précise dans l'équilibre entre pays riches et pays pauvres, sont sensibles à ces soubresauts sociaux et s'inquiètent devant eux. Je ne suis pas sûr que l'expérience antérieure du pape Jean-Paul II en Pologne ou l'expérience antérieure du Cardinal Ratzinger en Allemagne, les préparent à percevoir clairement l'enjeu de ces luttes et de ces combats. Là aussi je pense qu'une sorte de conversion est nécessaire : il faut vivre un rapport plus étroit avec ce qui se passe dans le monde populaire en particulier en Amérique Latine pour comprendre que l'enjeu n'est pas une détérioration de la situation mais au contraire la possibilité d'une amélioration réelle des conditions de vie des plus pauvres.

En conclusion, je pense à cette petite phrase d'un guatémaltèque, jésuite : «l'histoire de Jésus comme telle se recrée aujourd'hui dans le témoignage et la lutte que vit l'Église et le peuple de nos pays. Prendre au sérieux cette actualité de l'histoire biblique, c'est une des caractéristiques de la Théologie de la Libération et c'est cela qui gêne beaucoup de gens».

Merci beaucoup. ■

DEPORTATION



L'hygiène est mal assurée, et les infections se propagent...

Au cours des États Généraux d'Amérique Centrale, se tint le samedi 3 novembre, un forum sur le thème «*Réfugiés et aide humanitaire*». Étaient présentes différentes organisations déployant un travail d'aide et d'information sur la question des réfugiés dont l'association «*Enfants Réfugiés du Monde*». Qu'ils soient Salvadoriens ou Guatémaltèques, ils continuent aujourd'hui de fuir leur pays et la répression pour gagner les frontières du Mexique, du Nicaragua, du Belzic, du Honduras ou même des USA.

Voici un bref compte-rendu de ce forum qui tentera de vous faire revivre l'évolution de ces débats riches en informations.

Il y fut entre autre question du transfert de Chiapas à Campeche. Des témoignages précieux éclairèrent et ouvrirent des perspectives concrètes sur un travail possible en direction des réfugiés guatémaltèques au Mexique.

Quelles sont les raisons pour lesquelles les réfugiés ont refusé de se rendre à Campeche ?

— Comité des droits de l'homme mexicain :

«*Le Campeche est une région inhospitalière, aux terres très pauvres,*

*d'origine calcaire, donc difficilement cultivables. Les réfugiés n'y trouveront pas de débouchés économiques. Lorsque le gouvernement mexicain a décidé le transfert, il a été demandé à 16 représentants du camp de «*El Chupadero*» de se rendre à Campeche avec des délégués de la COMAR et des représentants de l'Église. Mais n'ayant pas pu rester plus de 24h afin d'apprécier la situation sur le terrain, ils s'opposèrent au transfert et décidèrent de ne pas se rendre à Campeche.*

Pourquoi le gouvernement mexicain a décidé soudainement d'interrompre l'évacuation et la réinstallation des camps de l'État du Chiapas ?

— Une représentante de la CIMADE :

*«*Les structures d'accueil complètement saturées s'avèrent très vite insatisfaisantes par rapport au nombre de personnes attendues. Si le transfert vers Campeche a été interrompu depuis le mois de juillet, en revanche, il fut poursuivi vers la région du Quintana Roo où 800 personnes auraient déjà été transférées.**

*«*A la fin du mois d'octobre, une entrevue du ministère de l'Intérieur avec l'évêque du Chiapas permit au**

gouvernement mexicain de redéfinir ses positions par rapport au transfert.

*«*Le gouvernement ne prévoit aucune mesure d'évacuation forcée, divisant les communautés. Autre preuve de l'évolution politique du gouvernement mexicain : une certaine reconnaissance officielle des réfugiés, leur permettant d'avoir un minimum de protection au Mexique.**

Les contradictions au sein du gouvernement, partagé entre sa volonté de respecter le droit d'asile et le chantage exercé par les États-Unis sous le spectre de la «*responsabilité mexicaine dans l'enjeu géo-politique centro-américain*», offrent en revanche autant de possibilités de pression pour la solidarité internationale.

C'est ainsi que le gouvernement mexicain fut contraint à mettre fin aux expulsions, et mena alors une nouvelle stratégie consistant à déplacer les populations vers d'autres régions du pays, par mesure de sécurité.

A ce propos selon les dernières déclarations de l'évêque Samuel Ruiz, le gouvernement mexicain envisagea le moyen du transfert comme «*une solution de moindre mal*» ; renonçant à la possibilité de renvoyer les réfugiés au Guatemala, il préservait ainsi son image internationale.

Une représentante de la CIMADE, de retour du Mexique témoigna du «*grand élan de solidarité des couches populaires mexicaines à l'égard des réfugiés guatémaltèques*». Si, comme chacun sait, l'aide apportée par les populations locales du Chiapas à leurs frères guatémaltèques a été considérable, il existe aussi des villes éloignées comme Dolores Hidalgo (située dans le nord de Mexico) qui se mobilisent aujourd'hui pour la cause des réfugiés, se sentant concernées par la situation difficile que vit aujourd'hui l'Amérique centrale.

A cet effet, une vaste campagne d'aide aux réfugiés est prévue entre le 15 novembre et le 15 décembre.

Enfin, les débats, aboutirent à l'élaboration d'un projet concret mené en France à l'égard des réfugiés.

S'il est difficile de contester au Mexique sa décision de transférer les populations guatémaltèques du Chiapas à Campeche, il est par contre possible en France d'intervenir auprès du gouvernement mexicain pour exiger des conditions de transfert plus humaines, pour que la libre volonté des réfugiés soit prise en compte.

Dans cette perspective, il faudrait pouvoir multiplier l'envoi de délégations officielles au Mexique, exercer une pression continue, garantir à ces communautés indiennes déracinées le droit à la vie dans le respect de leur identité, afin qu'elles puissent elles-mêmes décider et construire leur avenir, c'est un des axes essentiels qui fonde notre travail de solidarité. ■



Nouveau départ

Chers lecteurs,

Ce bulletin d'information évolue à chaque parution tant dans sa présentation que dans sa formule éditoriale.

Malheureusement, peu de courrier nous parvient à son sujet pour nous aider à mieux vous informer, mieux rendre compte de l'actualité guatémaltèque.

Nous sommes à la veille d'un changement de formule. Nous aimerions donc connaître votre avis, vos besoins afin de pouvoir répondre le plus efficacement possible aux objectifs que nous assignons à cette publication : Informer, donner une tribune en France aux Guatémaltèques en lutte contre la dictature dans le but de sensibiliser l'opinion française à la réalité du Guatemala aujourd'hui.

Écrivez-nous, prenez contact pour faire vivre la présence du Guatemala en France. ■

En ce qui concerne Amérique Centrale en Lutte, les comités parisiens mettent en place un comité de rédaction chargé dans un premier temps de porter les débats de manière à présenter un projet pour la prochaine coordination nationale des 16 et 17 mars 1985. ■

Compte rendu de la coordination nationale

Les 29 et 30 septembre se déroulaient la coordination nationale des comités de solidarité avec les peuples d'Amérique centrale. En ce qui concerne le Guatemala.

Nous avons tenté de dégager des perspectives de travail déterminées par la situation politique interne française, la conjoncture actuelle au Guatemala et le développement de sa lutte populaire.

A travers les bilans respectifs, on a pu constater que le mouvement de solidarité avec l'Amérique centrale en France a fonctionné jusqu'à présent par cycles de priorité, c'est-à-dire par pays. Jusqu'à quel point sommes-nous prêts à développer une réelle réflexion régionale, centro-américaine ? Dans cette perspective, comment nous situons-nous et définissons-nous notre travail de solidarité avec le peuple guatémaltèque ?

La présence de représentants d'organisations révolutionnaires guatémaltèques en France, fut pour chacun l'occasion de partager ses réflexions,

ses préoccupations comme les multiples questions que suscite aujourd'hui la complexité de la situation au Guatemala.

— *Quelle est la position de l'UNRG vis-à-vis du groupe de CONTADORA ?*

— L'UNRG voit avec des yeux favorables toute initiative tendant à promouvoir la détente et éviter l'intervention. Mais il est clair que les différents accords ne vont pas influencer la situation guatémaltèque.

— *En ce qui concerne la politique actuelle menée par le régime ?*

— Le gouvernement tient un double discours : répression et militarisation à l'intérieur, approbation de la CONTADORA à l'extérieur.

— *Du point de vue politico-militaire ?*

— Actuellement on commence d'une certaine façon à défendre des positions. Les combats sont quotidiens, laissant difficilement place à une éventuelle perspective de négociation.

— *Et les élections ?*

— Elles ne pouvaient présenter un enjeu de pouvoir réel dans la mesure où le pouvoir de l'armée ne fut au-

cunement remis en cause.

Au sein des comités l'indignation générale due à la récente campagne de désinformation de la presse française suite aux élections mit en évidence que nous devons retravailler la question des droits de l'homme pour démontrer l'illegitimité du régime et donc la légitimité de la lutte populaire.

Il est ressorti des débats que la violation des droits de l'homme, la dénonciation de la répression doit devenir l'axe de notre travail de solidarité.

Pour impulser une solidarité concrète, nous pouvons mener des actions en direction des camps de réfugiés tel le jumelage de camps avec des comités de solidarité et le soutien à d'autres projets qui se mettront en place au retour de la «Mission au Mexique» (cf. encart page 13).

Le dimanche matin se tint la réunion commune (Nicaragua, Salvador et Guatemala) avec la présence de Rigoberta Menchu de passage à Paris qui nous donna une information sur la situation des déplacés internes et sur son travail diplomatique à l'ONU. ■

Plus de 500 personnes ont participé les 3 et 4 novembre à Paris aux États Généraux de la solidarité avec les peuples de l'Amérique Centrale et contre l'intervention des États-Unis dans la région, organisés par les comités de solidarité avec le Nicaragua, le Salvador et le Guatemala.

Une dizaine de forums de débat et d'information, une séance plénière finale, un «mini-festival» de films sur les 3 pays, des expositions et une animation culturelle. Les États Généraux marquent un progrès dans l'affirmation et l'organisation d'un courant de militants conscients de l'importance de se mobiliser aujourd'hui pour défendre le Nicaragua libre et en solidarité avec les peuples en lutte du Salvador et du Guatemala. Par ailleurs comme l'a souligné le camarade du Collectif Guatemala dans son intervention lors de l'assemblée générale, cette rencontre avait pour objectif de susciter une réflexion effectivement centro-américaine à la crise, qui doit prendre en compte le caractère différencié de l'intervention nord-américaine ; ce qui signifie que les actions organisées par les trois comités doivent et peuvent intégrer à la fois les aspects spécifiques des situations nationales et l'articulation centro-américaine.

Le collectif Guatemala de Paris a participé dans la mesure de ses forces aux phases de la préparation et de mobilisation de ce week-end de solidarité.

Nous avons assuré une intervention tendant à exprimer cette réflexion dans les forums sur le réfugiés, les droits de l'homme, la stratégie impérialiste, les élections, les réponses centro-américaines à la crise, l'information et la contre-information etc. Une reproduction des débats fera l'objet du prochain numéro d'«Amérique Centrale en Lutte» spécial États Généraux.

Malgré un soutien moindre que celui réalisé pour la récente manifestation à Paris du 20 novembre — en partie expliqué par l'absence d'un vrai débat sur le projet lors de la coordination nationale des comités du printemps 84 — les États Généraux ont accueilli les représentants du FMLN/FDR, de l'ambassade Nicaraguayen, Philippe Texier (de la Ligue des Droits de l'Homme), Roxana Dunbar (Sous-commission des droits de l'homme à Genève) et Susan Georges (écrivain américain et membre de l'«Institut d'Étude Politique») qui ont animé, à côté des comités organisateurs, une assemblée générale attentive et combative. ■

SOLIDARITE



Solidarité, mode d'emploi

- Soutenir les réfugiés dans leur combat pour la survie
- Accueillir les membres de l'usine EGSA-Coca Pro Justice et Paix
- Soutenir les travailleurs de l'usine EGSA-Coca Cola de Guatemala-Ciudad dans leur lutte syndicale.
- 3 étapes supplémentaires pour la solidarité française avec la lutte du peuple guatémaltèque. Mais aussi et surtout 3 tâches concrètes qui s'ajoutent à l'indispensable travail de dénonciation des violations des droits de l'homme de toutes natures qui sévissent quotidiennement au Guatemala.
- Alors n'hésitez pas à vous joindre à nous... Solidairement vôtre, Collectif Guatemala.



COCA-COLA : DES ACTIONS JUSQU'AU BOYCOTT

«Depuis la conclusion de l'accord entre la société Coca-Cola et le syndicat des travailleurs de l'EGSA, (STEGAC) le 27 mai dernier, le groupe Coca-Cola Inc a mené des négociations avec plusieurs acheteurs potentiels. Ni l'UITA (Union Internationale des Travailleurs de l'Alimentation) n'ont évidemment été tenus au courant de l'évolution des ces négociations». Paru dans Coca-Cola Information n. 10 du 4/10/1984, ce passage résume la situation actuelle.

360 travailleurs qui attendent un patron pour redémarrer la production de Coca-Cola.

En Bref, l'usine doit réouvrir. Nous renouvelons notre appel à toutes les organisations affiliées et amies pour :

1) Contribuer au fond de défense de l'UITA pour les travailleurs de l'EGSA.

2) Faire connaître à la société de la façon que vous jugerez la plus appropriée votre sentiment sur l'urgence de réouvrir l'usine.

3) Insister auprès de la société Coca-Cola pour qu'elle effectue les paiements nécessaires afin de rétablir les droits des travailleurs de l'EGSA en matière de couverture

TOURNÉE JUSTICE ET PAIX

Une délégation de chrétiens du Comité Pro-Justice et Paix du Guatemala fera une tournée en France du 13 au 24 décembre prochain. Diverses présentations publiques sont prévues, ainsi que des rencontres avec les Communautés religieuses afin de faire connaître la situation actuelle du peuple guatémaltèque, notamment sur la participation des chrétiens à la lutte contre la dictature.

Calendrier :

13 Strasbourg

14 Rouen

15-16 Caen

17-18-19 Paris

20 Le Puy

21-22-23 Montpellier

24 Saint-Étienne

Pour toute information complémentaire, contacter : **Chrétiens Solidaires du Guatemala** : 28 rue d'Armaillé, 75017 Paris ou écrire au **Collectif Guatemala**.

médicale.

Ces actions doivent aller jusqu'au boycott, seul langage que la Société Coca-Cola comprenne même si l'UITA préfère pour le moment ne pas y appeler explicitement.

Alors, fouillez dans vos archives ou commandez le dossier réalisé en juin 1984 que nous réactualisons et soutenez les travailleurs de Coca-Cola dans leur lutte pour la reconnaissance d'un mouvement syndical et démocratique au Guatemala.

«MISSION AU MEXIQUE»

Depuis le mois de juin dernier, à la suite d'un appel du Diocèse de San Cristobal de las Casas (Chiapas, Mexique), plusieurs associations* se sont préoccupées ensemble de la situation des réfugiés au Guatemala dans la zone sud du Mexique. Elles ont formé le projet d'une délégation française pour se rendre dans les camps de réfugiés du Chiapas et dans la nouvelle zone, l'état de Campeche, où plusieurs milliers d'entre eux ont été transférés.

Cette initiative a deux objectifs principaux et complémentaires :

- information sur la situation des réfugiés guatémaltèques au Mexique.

- solidarité concrète (projet santé, alimentation...) avec ces mêmes réfugiés.

La délégation composée de trois personnes ayant des compétences différentes (juridique, agronomique, sociologique et religieuse) est parti le samedi 24 novembre pour un séjour d'une semaine.

Un budget a été établi pour couvrir l'ensemble des frais de cette mission (les copies sont disponibles au Collectif Guatemala). Pour soutenir cette initiative nous vous demandons de faire parvenir votre contribution au : **Collectif Guatemala**, 67 rue du théâtre, 75015 Paris. CCP Paris 4088 87 Y avec la mention «mission au Mexique».

* **CIMADE - CCFD - Service Paix et Justice - Frère des Hommes - Groupe d'accueil et solidarité - Commission Justice et Paix - Terre des Hommes - Avoir Faim - Association des Chrétiens contre la Torture - Fédération Internationale des Droits de l'Homme - Collectif Guatemala Paris.**



UN DOSSIER COMPLET SUR LES RÉFUGIÉS EST DISPONIBLE A PARTIR DU MOIS DE DÉCEMBRE. Au prix de 15 F. l'exemplaire.

Il traite de :

- l'histoire du refuge
- ses conditions actuelles
- les modalités concrètes de

Solidarité

Commandez-le au Collectif Guatemala.